

# Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

## NGO Action News

13 avril 2023

### Moyen-Orient

- Le 11 avril, [Al Mezan](#) faisait savoir dans un communiqué de presse qu'Israël avait révoqué des permis de voyage déjà délivrés aux chrétiens palestiniens de la bande de Gaza de célébrer leurs rites religieux dans les lieux saints de Cisjordanie pendant les vacances de Pâques. Selon Al Mezan, environ un millier de chrétiens palestiniens de Gaza ont fait une demande permis de voyage auprès des autorités israéliennes pour pouvoir se rendre à Jérusalem pendant les vacances de Pâques. Parmi ces demandes, 739 ont été approuvées. Toutefois, les autorités israéliennes ont annoncé plus tard qu'elles avaient révoqué tous les permis, empêchant ainsi les chrétiens palestiniens de Gaza de se rendre dans les lieux saints, portant ainsi atteinte à la liberté de circulation des fidèles palestiniens de Gaza.
- Le 8 avril [Al Haq](#) a publié une lettre ouverte adressée au Conseil de sécurité des Nations Unies demandant des sanctions contre Israël et de porter ses actes d'agression des Palestiniens devant la Cour pénale internationale. Al Haq s'est dit profondément inquiet de la montée des hostilités dans les territoires occupés palestiniens, provoquées par l'attaque militaire par Israël de fidèles palestiniens à la mosquée Al-Aqsa pendant le mois de Ramadan. Al Haq a exhorté le Conseil de sécurité à prendre de mesures concrètes visant à garantir l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris des réfugiés et les exilés de la diaspora, ainsi que du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leur terre natale.
- Le 3 avril, [7amleh](#) a annoncé l'ouverture des inscriptions à la septième édition du Forum sur l'activisme numérique en Palestine. Le Forum est considéré comme le plus grand événement numérique portant sur les droits numériques de palestinien. Cette année, il se déroulera à la fois en ligne et hors ligne sur trois jours, du 23 au 25 mai. L'événement abordera notamment la coopération avec 45 institutions partenaires, et accueillera plus de 90 intervenants et formateurs locaux, régionaux et internationaux, y compris la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese, et la Rapporteuse spéciale sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan. Les principales entreprises de médias sociaux, y compris Meta, Zoom, Google et Wikimedia, y participeront également.

### Asie et Europe

- Le 30 mars, le [Palestinian Return Centre](#) a organisé à Londres un table ronde intitulée « La Journée de la terre. 47 ans après : Un jour pour résister et se souvenir ». Les participants ont présenté des informations sur l'importance de la Journée de la terre, célébrée chaque année le 30 mars par les Palestiniens du monde entier. Le débat a mis en évidence l'importance tant historique que politique des manifestations de la Journée de la terre, qui remontent au 30 mars 1976, lorsque six Palestiniens non armés ont été tués par les forces israéliennes au cours de protestations contre l'expropriation par Israël de larges étendues de terres détenues par les Palestiniens. Les intervenants ont fait remarquer que les événements de cette année s'étaient à nouveau déroulés dans un moment tendu, alors que les violences des colons israéliens ciblant des Palestiniens atteignaient leur niveau le plus élevé.
- En mars, l'[Association France Palestine Solidarité](#) (AFPS) a publié une série d'articles visant à commémorer le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba. L'AFPS a rappelé que les Palestiniens étaient toujours victimes de la Nakba et que nombre d'entre eux étaient encore menacés de dépossession. Le site Web de l'association comporte des liens vers plusieurs documents, déclarations, événement ainsi que des informations sur les massacres perpétrés par les forces israéliennes contre les Palestiniens.

### **Amérique du Nord**

- Les 20 et 21 avril, [Churches for Middle East Peace](#) (CMEP) organisera le sommet de sensibilisation et mobilisation « À la recherche de la paix globale : Défense des droits humains en Israël et en Palestine ». Les principaux intervenants et participants d'Israël/Palestine et des États-Unis, seront notamment le révérend Mitri Raheb, le révérend Munther Isaas et le révérend Jack Sara. Selon la CMEP, les participants auront l'occasion de se servir des histoires partagées pendant l'événement pour défendre les droits humains en Israël et en Palestine avec leurs bureaux de Congrès.
- Le 17 avril, [Americans for Peace Now](#) (APN) organisera le webinaire « Politiques palestiniennes et opinion publique ». Selon l'APN, alors qu'Israël est aux prises avec une grave crise politique, la vie publique palestinienne s'enfonce davantage dans la paralysie, la frustration et le désespoir. Le Dr. Khalil Shikaki, un professeur de sciences politiques et directeur du Palestinian Center for Policy and Survey Research à Ramallah, interviendra dans ce webinaire. Il analysera l'état actuel de la politique et de l'opinion publique en Palestine.
- Le 13 avril, le [Centre d'études palestiniennes de l'Université de Columbia](#) organisera une discussion sur le thème « Problématiques raciales et catastrophes : les enseignements tirés de la Palestine », à laquelle participeront Shere Seikaly (professeure agrégée d'Histoire à l'Université de Californie) et Nadia Abu El Haj (Barnard College et Université de Columbia et Co-directrice du Centre d'études palestiniennes) Les participants se pencheront sur les enseignements que la Palestine peut nous apprendre sur l'histoire mondiale relative aux questions raciales, de capital, d'esclavage et de dépossession ainsi que sur la relation entre terres et colonialisme. Cette discussion rendra compte des enseignements tirés de l'histoire palestinienne dans et avec le mouvement pour la justice raciale mondiale.

- En mars, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) (FMOP) a publié la « Série d'exposés des Congrès », un programme d'enseignement mené par le programme des affaires palestiniennes de l'Institut du Moyen-Orient et la FMOP visant à informer les membres de Congrès et leurs effectifs sur les problèmes les plus urgents auxquels sont confrontés Israël et la Palestine. La série 2023, enregistrée en février et mars, présente des analyses d'experts, des témoignages de Palestiniens et d'Israéliens et d'autres personnes, sur des sujets tels que l'extrémisme, les droits humains et la politique intérieure de la Palestine.

### Nations Unies

- Le 8 avril, l'[UNISPAL](#) a publié le rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) intitulé « Rapport de pays annuel 2022 - État de Palestine ». Le PAM a indiqué que la Palestine fait toujours face à une crise complexe et prolongée qui sévit sur le plan humanitaire et sur le plan de la protection à cause de l'occupation prolongée, de divisions politiques internes et de conflits récurrents. En 2022, la situation a été exacerbée par l'aggravation des conflits, la stagnation économique, la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants due au conflit en Ukraine, ainsi que les effets persistants de la pandémie de COVID-19. Alors que la flambée des prix de l'alimentation a nettement réduit le pouvoir d'achat ; 1,8 million de Palestiniens sont désormais en situation d'insécurité alimentaire. En 2022, le PAM a aidé 51 % de personnes non réfugiées en situation d'insécurité alimentaire en Palestine. En outre, la restriction de la circulation, des échanges et de l'accès aux ressources, notamment à Gaza, aggravée par la pénurie d'eau, les températures élevées, la désertification et la pollution des terres et des sols, empêche toujours d'instaurer un développement durable et un rétablissement viable.
- Le 6 avril, la Librairie Dag Hammarskjöld du Siège de l'Organisation des Nations Unies [a indiqué qu'elle avait terminé la numérisation de la documentation, en anglais et en français, de la](#) Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine. La Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine a été chargée par l'Assemblée générale de confirmer et d'enregistrer les faits, et d'enquêter sur toutes les interrogations et problématiques relevant de la question palestinienne. La Commission spéciale a terminé son travail le 31 août 1947. Les documents entièrement numérisés englobent les comptes-rendus de réunions de la Commission spéciale et de ses sous-commissions. Pour obtenir davantage d'information, consultez le site Web [du Système d'information des Nations Unies sur la question de la Palestine \(UNISPAL\)](#) et le guide recherche de bibliothèque sur les [cotes de documents de l'ONU pour les comités ad hoc](#).

*Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.*



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>